

mais j'y retrouve malheureusement une déclaration que nous entendons trop souvent de ce temps-ci, et qui est répétée dans tous les discours que prononcent ceux qui épousent les idées du parti libéral ou qui appuient la politique libérale, soit dans le Québec, soit ailleurs. Au fait, on prétend que rien n'a été fait dans le Québec, avant l'arrivée au pouvoir, en 1960, du gouvernement actuel. Nier que l'on a réalisé des projets avant 1960, c'est tout simplement renier la vérité. Ceux qui ont étudié ce qui s'est passé avant 1960, sont à même de constater que sous l'égide des régimes provinciaux qui ont précédé le régime actuel, toutes nos écoles et notre système d'éducation ont connu un essor extraordinaire. Plus de 4,000 écoles ont été construites dans la province de Québec, et il est tout simplement faux de dire que rien n'a été fait chez nous avant 1960. Ceux qui parlent ainsi donnent tout simplement une raison de plus à ceux qui prétendent que nous ne sommes pas compétents de refuser de nous accepter dans les postes de commande de nos industries.

Si, vraiment, rien n'avait été fait antérieurement à 1960, ceux qui prétendent que nous n'avons pas droit aux postes de commande dans l'industrie ou ailleurs, à cause de notre incompetence, auraient raison. Mais beaucoup s'est fait et je répète ce que je disais au début de mes remarques: les diplômés de nos universités, de nos écoles secondaires sont tout aussi «qualifiés» aujourd'hui pour occuper des postes de commande qu'ils l'étaient avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel de Québec, soit le gouvernement libéral.

Je félicite les autorités libérales actuelles pour l'essor qu'elles essaient de donner à l'éducation dans notre province. Je crois que tous ceux qui s'intéressent à cette question vitale de l'éducation encourageront toujours les politiciens, quel que soit le parti auquel ils appartiennent, qui essaieront de voir à former notre jeunesse et à avancer la cause de l'éducation. Mais la cause de l'éducation n'a pas avancé à un point suffisant. Les programmes de nos écoles et de nos collèges n'ont pas été changés suffisamment, depuis deux ans, pour prétendre qu'avant 1960, c'était le néant dans le Québec et qu'enfin, aujourd'hui, on a trouvé la perfection seulement à cause de la présence, à Québec, d'un nouveau régime politique.

Les intellectuels, qui sont avides de culture, auraient eu une place d'honneur dans le Québec avant 1960, tout comme ils en ont une sous le régime actuel.

Mais quand on essaie de dire qu'il y a un élément intellectuel dans le Québec seulement depuis deux ans, c'est malheureusement invoquer des arguments politiques dont

le seul but est de convaincre les électeurs qu'avec un parti c'est mieux qu'avec l'autre, quand, en réalité, ceci ne correspond pas à la vérité.

Tout à l'heure, le très honorable chef de l'opposition suggérait, en termes très éloquents, une conférence fédérale-provinciale qui serait mise en marche afin d'étudier cette question du bilinguisme intégral et d'une juste participation des nôtres dans le fonctionnarisme fédéral aussi bien qu'au sein des sociétés de la Couronne. Cette suggestion a du mérite et d'ailleurs, je le disais tout à l'heure, une conférence fédérale-provinciale sera convoquée au début de l'année, justement en vue de déterminer, dans un climat de collaboration, de bonne entente, ce qui est nécessaire et doit être réalisé pour doter notre nation des symboles nécessaires à notre souveraineté.

Il faut que tout ceci se fasse et que tous ces problèmes soient étudiés avec le plus grand soin et il faut que règne partout ce climat de bonne entente, auquel faisais allusion tout à l'heure l'honorable député de Lapointe (M. Grégoire), lorsqu'il disait qu'il avait constaté chez ses collègues de langue anglaise, de la Chambre, un désir de créer l'unité du Canada, similaire à celui qui existe chez nous au Québec.

Ce climat devra exister lorsque cette conférence aura lieu, qui joindra les hommes de cette nation qui seront appelés à décider cette question tellement importante de l'unité nationale.

A mon avis, on devrait maintenant demander aux citoyens du Canada d'écrire à leur député et de lui faire leurs suggestions au sujet de ces questions d'emblème de l'unité que nous désirons, de cette souveraineté si nécessaire, car, tant que la nation canadienne ne se sera pas ralliée autour de ces symboles, le principe de la culture bi-ethnique et bi-culturelle ne sera pas parfaitement respecté. Nous serons malheureusement témoins de manifestations semblables à celles qui se sont déroulées à la suite de cet incident auquel était mêlé le nom du président des chemins de fer Nationaux. Nous verrons d'autres incidents de la sorte se précipiter et créer toutes sortes de malaises qui, loin de nous rapprocher les uns des autres, nous éloigneront, donnant quasi raison à ceux qui voient dans des fausses théories une réponse à nos problèmes.

Non, monsieur le président, loin de nous séparer, nous devons plus que jamais nous unir, ici au Canada. Loin de nous séparer, nous devons comprendre la nécessité de nous serrer les coudes autour de ces symboles de souveraineté dont je parlais tantôt.

Au moment où les nations du monde ayant enfin compris, après tellement de guerres et